

Brochure n° 3005-II

**Convention collective nationale**

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**

**Tome II : Ouvriers**

**(5<sup>e</sup> édition. – Avril 2005)**

---

**AVENANT DU 19 DÉCEMBRE 2005**

**RELATIF AUX SALAIRES 2006**

**(ALSACE)**

NOR : *ASET0650229M*

IDCC : *1702*

---

Entre :

La fédération régionale des travaux publics d'Alsace,

D'une part, et

L'union régionale construction bois CFDT Alsace ;

L'union régionale CFDT BATIMAT-TP Alsace ;

L'union départementale des syndicats FO du Bas-Rhin ;

L'union départementale des syndicats FO du Haut-Rhin ;

L'union régionale d'Alsace de la CFE-CGC,

D'autre part,

en application de l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers de travaux publics du 15 décembre 1992, étendue par arrêté ministériel du 27 mai 1993, il a été convenu de ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le barème annuel des minima des ouvriers des entreprises de travaux publics des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin est calculé sur la base de 35 heures et s'établit comme suit.

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	VALEUR DES MINIMA ANNUELS applicables sur la base de 35 heures
NIVEAU I		
- position 1 .....	100	15 510
- position 2 .....	110	15 860
NIVEAU II		
- position 1 .....	125	16 450
- position 2 .....	140	18 250
NIVEAU III		
- position 1 .....	150	19 320
- position 2 .....	165	21 190
NIVEAU IV	180	23 380
Aucun salaire ne peut être inférieur au SMIC.		

## Article 2

### *Date d'application*

Les dispositions qui précèdent s'appliquent pour l'année 2006 à compter du 1<sup>er</sup> janvier.

## Article 3

### *Champ d'application*

Le présent accord s'applique aux ouvriers des entreprises ayant une activité de travaux publics dans la région Alsace.

## Article 4

### *Dépôt de l'accord*

Le présent accord sera déposé, en 5 exemplaires, à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du Bas-Rhin et remis au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Strasbourg (industrie) par la partie la plus diligente, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail.

## Article 5

### *Extension de l'accord (recommandation)*

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Fait à Strasbourg, le 19 décembre 2005.

(Suivent les signatures.)